

Art. 18. Lorsqu'un ouvrier ou une ouvrière ayant plus d'un an de service est licencié(e) et se trouve en état de chômage complet après ce licenciement, l'employeur est tenu de poursuivre le paiement de l'indemnité de sécurité d'existence après le licenciement pendant une période limitée comme suit :

- pour les ouvriers et les ouvrières dont les services sont compris entre 1 et 2 ans : deux semaines;
- pour les ouvriers et les ouvrières dont les services sont compris entre 2 et 5 ans : trois semaines;
- pour les ouvriers et les ouvrières dont les services sont compris entre 5 et 10 ans : quatre semaines;
- pour les ouvriers et les ouvrières dont les services sont compris entre 10 et 20 ans : cinq semaines;
- pour les ouvriers et les ouvrières dont les services dépassent 20 ans : sept semaines.

Pour les journées à indemniser ainsi, l'ouvrier ou l'ouvrière est tenu de fournir à l'employeur la preuve de son chômage.

Art. 19. Toutes les contestations relatives à l'octroi de l'indemnité de sécurité d'existence peuvent être soumises à la commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles.

VI. Durée du travail

Art. 20. Dans les entreprises visées à l'article 1er, la durée hebdomadaire du travail est réduite à une moyenne de quarante-trois heures sur toute l'année, à partir du 1er janvier 1972.

Les modalités d'application de cette réduction de la durée du travail sont à déterminer par entreprise.

VII. Disposition spéciale

Art. 21. La présente convention collective de travail remplace la décision du 17 septembre 1963 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles concernant la classification professionnelle, la fixation des salaires horaires minimums de base et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix à la consommation, pour les ouvriers et les ouvrières occupés dans la fructiculture, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 23 décembre 1963 et la décision du 25 mai 1965 de la même commission modifiant la décision précitée du 17 septembre 1963, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 11 août 1965.

VIII. Durée de validité

Art. 22. La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er septembre 1969 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties contractantes peut la dénoncer moyennant un préavis de trois mois, à notifier par lettre recommandée à la poste au Président de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 mars 1972.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. MAJOR

17 MARS 1972. — Arrêté ministériel autorisant l'utilisation de tôles et de tubes provenant d'aciers élaborés au convertisseur selon le procédé dit à l'oxygène pur, dans la construction d'appareils à vapeur, de réservoirs de démarrage de moteurs à combustion interne et de récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous (1)

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté du Régent du 27 septembre 1947 portant approbation des titres III, IV et V du règlement général pour la protection du travail, notamment l'article 3;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Arrêté du Régent du 27 septembre 1947, *Moniteur belge* du 3 et du 4 octobre 1947.

Art. 18. Ingeval een werkmán of werkster met meer dan één jaar dienst wordt afgedankt en zich na die afdanking in staat van volledige werkloosheid bevindt, is de werkgever ertoe gehouden de betaling van de bestaanszekerheidsvergoeding voort te zetten na de afdanking gedurende een als volgt bepaalde periode :

- voor de werklieden en werksters waarvan de dienstprestaties begrepen zijn tussen 1 en 2 jaar : twee weken;
- voor de werklieden en werksters waarvan de dienstprestaties begrepen zijn tussen 2 en 5 jaar : drie weken;
- voor de werklieden en werksters waarvan de dienstprestaties begrepen zijn tussen 5 en 10 jaar : vier weken;
- voor de werklieden en werksters waarvan de dienstprestaties begrepen zijn tussen 10 en 20 jaar : vijf weken;
- voor de werklieden en werksters waarvan de dienstprestaties 20 jaar overschrijden : zeven weken.

Voor de aldus te vergoeden dagen, moet de werkmán of werkster het bewijs van zijn of haar werkloosheid aan de werkgever voorleggen.

Art. 19. Al de betwistingen betreffende de toekenning van de bestaanszekerheidsvergoeding kunnen worden voorgelegd aan het Nationaal Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf.

V. Arbeidsduur

Art. 20. In de in artikel 1 bedoelde ondernemingen wordt vanaf 1 januari 1972 de wekelijkse arbeidsduur ingekort tot een gemiddelde van drieënveertig uren over gans het jaar.

De toepassingsmodaliteiten van deze verkorting van de arbeidsduur zijn per onderneming te bepalen.

VII. Bijzondere bepalingen

Art. 21. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de beslissing van 17 september 1963 van het Nationaal Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf betreffende de beroepsindeling, de vaststelling van de basisminimumuurlonen en de koppeling van deze lonen aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, voor de werklieden en de werksters die in de fruitteelt zijn tewerkgesteld, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 23 december 1963, en de beslissing van 25 mei 1965 van hetzelfde comité tot wijziging van voormelde beslissing van 17 september 1963, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 augustus 1965.

VIII. Geldigheidsduur

Art. 22. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 september 1969 en is gesloten voor een onbepaalde tijd.

Elk van de contracterende partijen kan ze opzeggen mits een opzegging van drie maanden, bij ter post aangetekende brief te betekenen aan de Voorzitter van het Nationaal Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 maart 1972.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

17 MAART 1972. — Ministerieel besluit waarbij het gebruik toegelaten wordt van platen en pijpen uit staal, bereid in de converter volgens het procédé met zuivere zuurstof, bij de constructie van stoomtoestellen, van aanloopreservoirs van motoren met inwendige verbranding en van recipiënten voor samengeperste, vloeibaar gemaakte of opgeloste gassen (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op het besluit van de Regent van 27 september 1947 tot goedkeuring van de titels III, IV en V van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, inzonderheid op artikel 3;

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluit van de Regent van 27 september 1947, *Belgisch Staatsblad* van 3 en van 4 oktober 1947.

Vu le règlement général pour la protection du travail, notamment les articles 334, 350 et 768;

Vu l'avis de la Commission consultative pour les appareils à vapeur;

Vu l'avis de l'Administration de la sécurité du travail;

Considérant que l'évolution de la technique permet actuellement l'utilisation de tôles et de tubes provenant d'aciers élaborés au convertisseur selon le procédé dit à l'oxygène pur dans la construction d'appareils à vapeur, de réservoirs de démarrage de moteurs à combustion interne et de récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous;

Considérant qu'il convient d'adapter les conditions aux modifications intervenues dans les normes;

Considérant qu'il ne convient plus d'interdire l'utilisation des tôles et de tubes provenant d'aciers élaborés au convertisseur selon le procédé dit à l'oxygène pur dans la construction d'appareils à vapeur pour des températures dépassant 350 °C,

Arrête :

Article 1er. Par dérogation à l'article 768 du règlement général pour la protection du travail l'utilisation de tôles et de tubes provenant d'aciers élaborés au convertisseur selon le procédé dit à l'oxygène pur, est autorisée dans la construction d'appareils à vapeur, moyennant l'observation des conditions suivantes :

1° l'acier utilisé ne peut pas être effervescent;

2° les nuances d'acier utilisées pour les tôles et les tubes répondent, dans les limites des conditions d'utilisation, aux spécifications des normes NBN 629 et 837;

3° les tôles et les tubes d'origine étrangère ou provenant de lingots élaborés à l'étranger et dont la nuance d'acier ne répond pas entièrement aux spécifications des normes NBN 629 et 837 peuvent être utilisés, si la nuance d'acier satisfait aux spécifications des normes du pays d'origine et si cette nuance peut être utilisée dans ce pays pour la construction de chaudières, compte tenu des conditions d'utilisation;

4° pour les tôles et les tubes destinés à être utilisés dans des conditions telles que la température, que peut atteindre le métal, dépasse 350 °C, un organisme agréé belge s'assure que le fabricant des tôles et des tubes peut faire état, pour la nuance déterminée, d'essais de rupture par fluage à température élevée, ayant donné des résultats satisfaisants.

Art. 2. Par dérogation aux articles 334 et 350 du règlement général pour la protection du travail l'utilisation de tôles provenant d'aciers élaborés au convertisseur selon le procédé dit à l'oxygène pur est autorisée dans la construction de réservoirs de démarrage de moteurs à combustion interne et de récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous, moyennant l'observation des conditions suivantes :

1° les caractéristiques de la nuance d'acier utilisée pour les tôles sont au moins équivalentes à celles de l'acier de nuance correspondante de la qualité 2 de la norme NBN 630;

2° ces caractéristiques sont vérifiées par des analyses et des essais effectués sous le contrôle d'un organisme agréé belge ou par des analyses et des essais effectués sous le contrôle d'un organisme étranger indépendant du laminier et dont les certificats ont été vérifiés par un organisme agréé belge;

3° l'analyse et les essais comprennent au moins la vérification de la composition chimique, les essais de traction, de pliage et de résilience prévus, à la norme NBN 630.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 17 juillet 1970 autorisant l'utilisation de tôles et de tubes provenant d'aciers élaborés au convertisseur selon le procédé dit à l'oxygène pur, dans la construction d'appareils à vapeur, de réservoirs de démarrage de moteurs à combustion interne et de récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous est abrogé.

Bruxelles, le 17 mars 1972.

Gelet op het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, inzonderheid op de artikelen 334, 350 en 768;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor de stoomtuigen;

Gelet op het advies van de Administratie van de arbeidsveiligheid;

Overwegende dat de ontwikkeling van de techniek thans het gebruik toelaat van platen en pijpen uit staal, bereid in de convertor volgens het procédé met zuivere zuurstof, bij de constructie van stoomtoestellen, van aanloopreservoirs van motoren met inwendige verbranding en van recipiënten voor samengeperste, vloeibaar gemaakte of opgeloste gassen;

Overwegende dat het past de opgelegde voorwaarden aan te passen aan de wijzigingen aangebracht aan de normen;

Overwegende dat het niet langer past het gebruik te verbieden van platen en pijpen uit staal, bereid in de convertor volgens het procédé met zuivere zuurstof bij de constructie van stoomtoestellen voor temperaturen die 350 °C overtreffen,

Besluit :

Artikel 1. In afwijking van artikel 768 van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming wordt het gebruik toegelaten van platen en pijpen uit staal, bereid in de convertor volgens het procédé met zuivere zuurstof, bij de constructie van stoomtoestellen, mits de volgende voorwaarden worden in acht genomen :

1° het gebruikte staal mag niet onrustig zijn;

2° de voor de platen en pijpen gebruikte staalsoorten beantwoorden, binnen de perken van de gebruiksomstandigheden, aan de bepalingen van de normen NBN 629 en 837;

3° de platen en pijpen van buitenlandse herkomst of vervaardigd uit gietstaven van buitenlandse herkomst en waarvan de staalsoort niet volledig beantwoordt aan de bepalingen van de normen NBN 629 en 837 mogen worden gebruikt, indien de staalsoort beantwoordt aan de bepalingen van de normen van het land van herkomst en indien die staalsoort in dat land mag gebruikt worden voor de constructie van stoomketels, rekening houdend met de gebruiksomstandigheden;

4° voor de platen en pijpen bestemd om te worden gebruikt in zulke omstandigheden dat de temperatuur, die het metaal kan bereiken, meer dan 350 °C bedraagt, vergewist een Belgisch erkend organisme er zich van dat de fabrikant van de platen en pijpen voor de bepaalde staalsoort het bewijs kan voorleggen van breukproeven door kruipen bij hoge temperatuur, die bevredigende uitslagen hebben geleverd.

Art. 2. In afwijking van de artikelen 334 en 350 van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming wordt het gebruik toegelaten van platen uit staal, bereid in de convertor volgens het procédé met zuivere zuurstof, bij de constructie van aanloopreservoirs van motoren met inwendige verbranding en van recipiënten voor samengeperste, vloeibaar gemaakte of opgeloste gassen, mits de volgende voorwaarden worden in acht genomen :

1° de eigenschappen van de voor de platen gebruikte staalsoort zijn minstens gelijkwaardig aan die van de overeenstemmende staalsoort van de hoedanigheid 2 van de norm NBN 630;

2° deze eigenschappen worden nagegaan, door analyses en proeven, uitgevoerd onder controle van een Belgisch erkend organisme, of door analyses en proeven uitgevoerd onder controle van een buitenlands organisme, dat onafhankelijk is van de walsinrichting en waarvan de certificaten werden onderzocht door een Belgisch erkend organisme;

3° de analyse en de proeven behelzen minstens het nazicht van de scheikundige samenstelling, de trek-, buig- en kerfslagproeven opgelegd bij de norm NBN 630.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 17 juli 1970 waarbij het gebruik toegelaten wordt van platen en pijpen in staal, bereid in de convertor volgens het procédé met zuivere zuurstof, bij de constructie van stoomtoestellen, van aanloopreservoirs van motoren met inwendige verbranding en van recipiënten voor samengeperste, vloeibaar gemaakte of opgeloste gassen, wordt opgeheven.

Brussel, 17 maart 1972.

L. MAJOR